

Georges RENCY
La Belgique et la Guerre

PREMIÈRE PARTIE
CHAPITRE XV
LA PRESSE BELGE
PENDANT L'OCCUPATION.

La presse, on l'a dit, est le quatrième pouvoir de l'État, Mandataire et représentant de l'opinion publique, elle exerce un magistère redoutable. Elle fait et défait les réputations. Elle peut tout, pour le bien comme pour le mal.

Malheur aux pays qui ont une presse vénale ! Sans qu'ils s'en doutent, quelques plumitifs stipendiés y corrompent la mentalité, y altèrent le jugement, compromettent leur avenir et les conduisent aux abîmes.

En général, la presse belge, avant la guerre, était considérée comme honnête. A part deux ou trois feuilles, d'ailleurs éphémères, qui avaient cherché le succès dans des voies périlleuses, ses organes avaient le louable souci de conserver intacte leur dignité. La question était de savoir comment ils se comporteraient en face d'un ennemi qui maniait aussi bien la promesse que la menace et qui savait

dispenser à propos et en abondance l'or, ce tueur de scrupules.

Jusqu'au jour funeste de l'occupation, les journaux belges avaient consenti de bonne grâce à se soumettre à la censure militaire belge. Ils avaient compris que l'intérêt général primait en l'occurrence leur intérêt particulier d'informateurs. Restreindre volontairement leur champ d'investigation, c'était, d'une certaine façon, collaborer à la défense du pays.

Mais quand l'Allemand fut là, d'un commun accord, l'immense majorité de nos journaux cessèrent de paraître. Cette quasi unanimité est extrêmement impressionnante. Elle revêtait, à l'époque, le caractère d'une protestation solennelle contre la présence, dans nos villes, d'une armée ennemie qui n'avait nul droit – pas même le droit de la guerre – de s'y trouver. Presque aussitôt, le pouvoir occupant, insidieusement, tenta des démarches pour obtenir que nos journaux reparussent. Il agit, par personne interposée, auprès des directeurs des journaux. Ceux-ci lui firent à peu près cette ironique réponse:

- *Vous souhaitez que nous continuions à paraître comme si de rien n'était. Soit. Nous n'y voyons pas d'inconvénient. A certaines conditions, pourtant ! La première, c'est que vous ne nous imposiez pas de censure.*

Sommes-nous d'accord sur ce point ?

- *Impossible ! – s'écria l'Allemand – Vous devez comprendre, vous qui avez subi la censure militaire belge, que nous ne pourrions, à plus forte raison, vous dispenser de cette obligation.*
- *Nous admettrions même la censure militaire. Mais serions-nous libres de publier toutes nos autres informations, sans rencontrer de votre part opposition ou entrave ?*
- *Là encore, il y aurait certaines restrictions. Comment notre gouvernement pourrait-il tolérer qu'en pays occupé, la presse publiât des informations tendancieuses, contraires au but que nous poursuivons ? Vous êtes trop intelligents, Messieurs, pour ne pas comprendre qu'aucune illusion n'est permise à cet égard.*
- *Fort bien. Le terrain d'entente se rétrécit à chaque pas. Poursuivons néanmoins. A supposer que nous acceptions de nous soumettre à la censure pour la totalité de nos publications, y compris les annonces, vous en tiendriez-vous là ?*
- *Que voulez-vous dire ?*
- *Vous comprenez fort bien. Ne nous imposeriez-vous pas l'insertion d'articles ou d'informations qui serviraient les intérêts allemands ? Parlez net et dites-nous toute votre pensée sur ce point ?*

- *Eh bien – dit l'Allemand, après avoir hésité longuement –, je crois, en effet, que le cas pourrait se produire. Mais qu'est-ce que cela fait ? Un journal n'a-t-il pas pour devoir de publier toutes les informations qui intéressent le public ? Celles que nous vous transmettrions seraient de celles-là.*
- *Il suffit, Monsieur. Nous sommes édifiés. En nous demandant de réparaître, le gouvernement allemand veut, tout simplement, s'assurer à peu de frais la disposition de toute une série d'organes à sa dévotion. Nous ne réparaîtrons pas.*

L'Allemand, sans doute, fut bien étonné. Mais il dut penser que cette mâle résolution ne tiendrait pas à l'épreuve et que, le temps aidant, nos journalistes affamés viendraient à résipiscence.

Il comptait sans ses hôtes. Au moment où les directeurs de journaux prirent la grave décision d'interrompre leur publication, on croyait généralement que la guerre durerait de six mois à un an. Mais les mois passèrent, puis les années. La situation ne changeait pas. Les ressources s'épuisaient. Les directeurs perdaient des sommes énormes. D'aucuns eussent pu craindre que l'Allemagne triomphât et fût à même d'imposer sa loi à la Belgique conquise. N'allaient-ils pas revenir sur leur résolution, rappeler leur personnel, rouvrir leurs ateliers, mettre leurs presses au service d'un trop puissant ennemi ?

Eh bien non il n'y eut pas une défaillance. Les journaux qui, au début, dans la fièvre patriotique qui nous soulevait tous, avaient décidé de ne plus paraître, tinrent bon jusqu'au bout. Cette ténacité dans la résistance est plus belle encore que la décision d'août 1914, car elle entraînait avec elle des sacrifices incalculables. Pendant ces quatre années d'inaction volontaire, les directions de journaux avaient à payer le loyer de leurs locaux, à les entretenir ainsi que leur matériel, à subvenir aux besoins d'une partie de leur personnel ; en outre, ils perdaient l'intérêt des sommes engagées dans leur entreprise. Ne cite-t-on pas le cas d'un directeur qui, durant toute la guerre, jusqu'au jour heureux où son journal pût reparaître au grand jour de la liberté, assura à tous ses agents – et ils sont nombreux ! – un salaire suffisant pour leur permettre de subsister ?

Encore s'il n'y avait eu que la perte matérielle ! Mais il y avait un mal pire : le sinistre « *cafard* », auquel n'échappent pas plus les journalistes au rancart que les soldats éloignés du front et moisissant dans les cantonnements de l'arrière. On croirait difficilement, si des milliers de témoignages ne l'attestaient, que, sortant de la zone sanglante des combats, les soldats ont la nostalgie invincible de la bataille et grognent quand on ne les y renvoie pas au plus vite. Il en est ainsi pourtant. Arrachés à l'enfer de Dixmude par un ordre supérieur, les fusiliers marins de

l'amiral Ronarch s'énervaient à tel point d'être inactifs et de savoir leurs compagnons à l'action qu'il fallut les reformer en hâte et les rejeter dans la fournaise. Les journalistes sont un peu des soldats. Ils aiment l'odeur de la poudre. L'atmosphère de la lutte est celle qu'ils préfèrent. S'ils en sont privés, ils errent çà et là comme des âmes en peine, les doigts agités du fébrile désir d'écrire, les narines dilatées, cherchant le parfum aimé de l'encre d'imprimerie.

Imagine-t-on supplice de Tantale plus raffiné que celui qui fut infligé à nos journalistes au cours de ces terribles années de guerre ? Ils avaient sous les yeux les spectacles les plus tragiques, les plus grandioses, les plus mouvementés, les plus extraordinaires que l'on vit jamais sur terre. L'admirable copie ! Les sensationnels reportages ! Les interviews incomparables ! Quels « *papiers* » épatants à faire avec tout cela ! Et se trouver là impuissant, muselé, garotté, vinculé ! Ne pouvoir rien écrire, ou du moins rien publier – car, pour ce qui est d'écrire, ils ne s'en faisaient pas faute et noircissaient rageusement des montagnes de carnets de notes –. Mais à quoi bon écrire, puisque tout cela devait rester soigneusement ignoré ; puisque la révélation en était si dangereuse qu'elle eût mis en péril la vie de l'auteur ; puisque, plus tard, ce serait trop tard, et que tant de croquis, pris sur le vif, brossés d'une main toute vibrante d'une haine généreuse,

sembleraient pâles et froids au moment où le public pourrait en avoir connaissance ... N'importe! Pour essayer de tuer le « *cafard* », ils se donnaient l'illusion de continuer leur métier. On les voyait, le jeudi, dans la salle des Pas-perdus de la Société Générale, arpentant les galeries, se mêlant aux groupes des délégués, interrogeant, griffonnant sur leur bloc-notes un tas de remarques qui ne devaient jamais servir à rien, s'agitant beaucoup, heureux, pendant deux heures, d'oublier la situation réelle et de se croire encore au temps fortuné de jadis ...

Aujourd'hui nous savons que plusieurs de ces publicistes étaient des héros qui, bravant une dénonciation qui les eût conduits tout droit au poteau d'exécution, écrivaient régulièrement dans la ***Libre Belgique***, la ***Revue de la Presse****, l'***Ame belge*** ou le ***Flambeau***, des articles terribles contre les Allemands. Nous savons maintenant quels noms connus se cachaient sous le pseudonyme, sous le nom ... de guerre que nous aimions à retrouver dans les chers prohibés ... Jamais on ne dira assez – et je ne puis m'empêcher d'y revenir – tout ce que nous devons à cette presse clandestine de l'occupation, tout le courage qu'elle nous insuffla et comment elle nous aida à triompher des manoeuvres démoralisantes de l'ennemi.



Ces manoeuvres , c'était , bien entendu, dans la presse censurée qu'il y donnait carrière de préférence. Ah ! cette presse servile et vénale,

l'avons-nous assez maudite ! Sous prétexte qu'il faut des journaux à un peuple, des misérables s'étaient offerts à reprendre la succession de nos anciens journalistes et à écrire jusque sous la dictée de l'occupant. Parmi eux – et ceci est tout à l'éloge de notre presse légitime et loyaliste –, pas un nom connu, pas un écrivain respecté. Des folliculaires, venus on ne sait d'où. Des individus tarés. Des cerveaux brûlés, avides de réclame, s'imaginant qu'ils allaient se créer une célébrité de bon aloi en profitant du silence des gens de talent pour faire entendre leur voix de crécelle – et que, dans le royaume des aveugles, une fois de plus, les borgnes seraient rois –. Nous eûmes de la sorte les « *tartines* » mal traduites du tudesque qui remplissaient les colonnes du **Bruxellois**, et les « *Jours de guerre* » aux redoutables fourberies qui illustraient les premières pages de la **Belgique**. En dépit de notre indéclinable confiance – « *indécrottable* », disait élégamment feu le gouverneur général von Bissing –, il est certain que les savants mensonges, réédités pendant quatre ans, de ces feuilles sans pudeur auraient fini, sans l'action bienfaisante de la presse clandestine, par altérer notre moral et rendre ainsi plus douloureuse notre longue attente. C'est de cela surtout qu'il faut leur en vouloir, à ces journaux censurés : je veux dire du mal qu'ils ont fait à notre population en s'attachant à lui enlever toute espérance. S'ils n'y ont pas réussi, c'est que

nous sommes d'une race têtue et obstinée qui préfère la mort à la servitude.

Les heures d'épreuve sont aujourd'hui révolues. Dès avant l'armistice, les journaux censurés avaient compris que l'instant de l'expiation allait sonner. Par une volte-face d'un comique intense, ils s'étaient soudain métamorphosés en journaux patriotes. A les en croire, le ciel n'était pas plus pur que le fond de leur coeur. Jetant impitoyablement par-dessus bord leurs rédacteurs les plus compromis, ils avaient fait peau neuve et prétendaient continuer à paraître dans la Belgique délivrée. Est-il besoin de le dire ? Ce patriotisme inattendu ne leur venait que du malpropre désir de poursuivre une exploitation lucrative. Mais le Parquet ne fut pas dupe de cette sinistre comédie et l'un de ses premiers actes, quand il reprit possession du Palais de Justice, fut d'interdire la publication des journaux censurés.

A leur place, triomphalement, reparurent dans nos cités pavoisées, au milieu des cris de joie et des chants d'une foule en délire, les anciens journaux belges que quatre années d'immobilité n'avaient pas rouillés et qui nous rapportaient, sous leurs titres connus et aimés, la voix d'une opinion publique enfin libre, débarrassée du joug odieux de la barbarie teutonne.

Notes de Bernard GOORDEN.

Extrait (pages 103-108) de

La Belgique et la Guerre

Rency, Georges ;

Bruxelles ; Henri Bertels, éditeur ;

1924 (2^{ème} édition) ;

Volume **1** : **La vie matérielle de la Belgique
durant la Guerre Mondiale** ; XI-386 pages
+ 8 **hors-texte**

Cet **article** de Georges Rency sera complété utilement par celui de Roberto J. **Payró** ; « *Les Allemands en Belgique. La presse durant l'Occupation* » (paru dans **La Nación**, de Buenos Aires, le 13/06/1919, donc **antérieur**) :

<http://www.idesetautres.be/upload/PAYRO%20PRENSA%20DURANTE%20OCUPACION%20FR%2019190613.pdf>

Alors que, par exemple, **LE SOIR** se tait le 20/08/1914, Roberto J. **Payró** fait encore entendre sa voix pendant 13 mois, publiant 109 articles de son **DIARIO** (dénonçant les massacres de Dinant, de Louvain, ...). Bibliographie 1914-18 :

<http://idesetautres.be/upload/PAYRO%20ARTICLES%20BELGIQUE%20GUERRE%201914-1918%20AVEC%20LIENS%20INTERNET.pdf>

Il est à noter que Roberto J. **Payró** aura publié "*Habla un resucitado (La Matanza de Tamines)*", in **La Nación** ; 07/04/1919 (Traduction française : "*Le Ressuscité de Tamines*") dans **Le Flambeau** (Revue belge des questions politiques

et littéraires) ; Bruxelles ; Tome 1^{er}, N°6, 2^{ème} année, juin 1919, pages 615-641 :

<http://www.idesetautres.be/upload/19140822%20PAYRO%20RESSUSCITE%20TAMINES.pdf>

PREMIERE ANNÉE

N° 7

LE FLAMBEAU

179

Le Flambeau

REVUE BELGE

DES

QUESTIONS POLITIQUES

25 Octobre 1918.

SOMMAIRE :

- | | |
|--|--------------|
| 1. <i>Le Mois des Merveilles</i> | EPHORE |
| 2. <i>Le Congrès de Bruxelles : Le Traité des XIV</i>
<i>articles</i> | FAX |
| 3. <i>Deux documents sur l'irredentisme italien :</i> | |
| I. <i>Manifeste</i> | G. MAZZINI. |
| II. <i>La Question de Trieste</i> | G. SALTERRI. |

Il est temps de regarder un peu les hommes, providentiels selon le *Berliner*, exaltés suivant la *Deutsche Zeitung*, dont l'événement s'accompagne de si prodigieux symptômes.

Commençons par les moins notoires. Le wurtembergeois Adolf Gröber est un bon orateur du Centre. Karl Trimborn, de Cologne, catholique lui aussi, et lui aussi l'un des chefs de son parti, nous intéresse un peu plus. Pendant deux ans et demi, il seconda, en qualité de *referent* pour le Ministère des Sciences et des Arts, le Gouvernement général de la Belgique envahie. Il fit de son mieux pour promouvoir l'activisme mais reconnut bientôt, comme la plupart des Allemands qu'on employa à la ferme des bonnes flambes, la vanité de ses efforts. Écarté de cette besogne malsaine, il se retira en juillet 1917. Il emportait le titre de Conseiller intime de justice, et cette contribution intime et juste eût aussi que Bruxelles n'est pas une ville flamande, et que les Flamands ne font pas de différence entre *land et ocean*.

Braisons un peu le ton pour parler de Matthias Erzberger déjà nommé plusieurs fois dans ces pages. Matthias Erzberger, dit le « Sturmvogel » ou le « Pétré », parce qu'il apparaît toujours au fort de Louragan. Sous le vin, jadis tournoyé avec des cris aigus sur le naufrage de la guerre sous-marine, Oiseau de mauvaise augure, il a prêté aussi le naufrage de la dynastie Habsbourgeoise. Son nom ne s'écrivait guère, dans la *Gazette de Cologne* tout au moins, qu'avec un point d'exclamation ou plutôt d'indignation. Tout récemment il s'est jeté dans le Droit des Gens. Il est l'auteur d'une brochure sur la Ligue des nations, où il prouve, congruement la correction de la politique belge avant la guerre, et où il établit irréfutablement notre droit à une juste indemnité. On prétend qu'il n'a pas toujours pensé ainsi, et l'on cite de lui des phrases assez conquérantes, datant de 1914-15. Mais le laborieux Erzberger, comme le sage Solon, apprend beaucoup en vieillissant. Il a fait plus d'un métier, cet ancien instituteur souabe, depuis le jour où il quitta le séminaire de Saulgau (Wurtemberg). Son instruction n'est pas encore terminée, mais j'ai l'idée que le professeur Wilson et le maréchal Foch en feront quelque chose...

Philippe Scheidemann est trop connu pour que nous le présentions. Cet ancien tyro, d'ailleurs, nous a toujours fait (sans calembour naturellement) mauvaise impression.

Le successeur aux affaires étrangères du conseiller véritable et intime von Hintze, le Dr Solf, est cet homme d'Etat qui, le premier, nous promit la liberté, et auquel en retour *Le Flambeau* avait promis la Chancellerie. Vous verrez qu'ici encore *Le Flambeau* aura raison.

Nous avons gardé pour la fin, haut et puissant seigneur Max, prince de Bade, et huitième chancelier de l'Empire germanique, d'archonte l'éponyme du régime nouveau.

Sans doute, sans doute, le prince est l'héritier d'une maison régnante. Rejeton de la souche féodale de Zähringen, il descend de Napoléon (par Joséphine); il possède le grade de général, et c'est par droit de naissance qu'il siège à la Chambre Haute du Parlement badois, qu'il daigne présider

Ce serait intéressant de lire Louis GILLE, Alphonse OOMS et Paul DELANDSHEERE dans **50 mois d'occupation allemande** (Volume 2 : 1916). Voir, e.a., à :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Ce serait aussi intéressant de lire Charles TYTGAT dans **Journal d'un journaliste. Bruxelles sous la botte allemande**. Voir, e.a., à :

<http://www.idesetautres.be/?p=ides&mod=iea&smod=ieaFictions&part=belgique100>

Ce dernier **Journal** va « de la déclaration de guerre de la Roumanie (28 août 1916) à la délivrance » (11 novembre 1918), reprenant ses contributions parues dans la **Revue de la Presse***,

un journal prohibé dont l'auteur avait l'honneur
d'être le collaborateur régulier sous le
pseudonyme de Tom.

4^{me} ANNÉE

1^{er} Juillet 1918

N° 143

Revue de la Presse

ANCIENNE • REVUE HEBDOMADAIRE DE LA PRESSE FRANÇAISE •



SOMMAIRE :

- PITRERIES ACTIVISTES.
LA FAMINE EN AUTRICHE.
NOS VAILLANTS SOLDATS. (Le Temps.)
LES BLEUS. — CROQUIS DU FRONT BELGE, par Fernand-Hubert GRIMAUTY.
(La Nation Belge.)
LES SOCIALISTES BELGES ET LA GUERRE. (La Nation Belge.)
MON HOMMAGE A « LEURS » INTELLECTUELS, par Pierre LOM. (Le Figaro.)
CZERNIN ET LE SECRET. (Le Figaro.)
L'EMPEREUR CHARLES EN ORIENT ET LES TROUBLES EN BOHÊME, par GAUVAIN.
(Journal des Débats.)
NOTES SUR LA RUSSIE. (Le Temps.)
UNE VISITE AUX « ANZACS ». (La Nation Belge.)
VARIA : La responsabilité impériale. (Le Temps.) — Une nouvelle gougaterie allemande.
(Le Temps.) — Honneurs décernés au Cardinal Mercier.
ÉPHÉMÉRIDES DE LA QUINZAINE.

PRIX DE LIBRAIRIE : 50 CENTIMES.

Les comités provinciaux sont obligés d'augmenter ce prix
de 15 ou 20 centimes, à cause des frais supplémentaires
qui leur sont imposés.